

Récépissé N°598/2021RDJ/C19/SAAP du 20/08/2021

400FCFA

La Voix

du Consommateur

Directeur de Publication : Alphonse AYISSI ABENA - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

CANDIDATURE DE PAUL BIYA

Sept années supplémentaires de souffrance ?



Le niveau de pauvreté des Camerounais est devenu inquiétant. Et la vie est de plus en plus chère. Entre inflation, coupures électriques, hausse des prix du carburant, manque d'eau potable, mauvaise connexion internet, chômage des jeunes diplômés, ravages sanitaires des whiskies en sachet, insécurité, mauvais état du réseau routier, exode des médecins et enseignants, la vie des populations s'est davantage dégradée au cours de ces sept dernières années. L'économie tourne sur l'endettement, tandis que plusieurs gestionnaires de la fortune publique font la course à l'enrichissement. Quelles sont les solutions dont dispose le Président sortant Paul Biya pour inverser la situation au cours des 7 prochaines années ? Lire l'intégralité de sa profession de foi de 2018

Pages 3&4

SÉNÉGAL

Page 8

Interdiction des greffes et "Djansan"



Le Dg du Grand Théâtre national, instaure l'interdiction formelle du port de greffages, de perruques et de la pratique de la dépigmentation.

ARRESTATION DE DENIS IKOUL "La Tentative d'humiliation a avorté"



Selon CFOOT, l'affaire de ce journaliste est un miroir de notre société. Les vérités difficiles doivent être entendues, et ceux qui les portent doivent être protégés. Page 5

MÉMORANDUM

Page 6

Les Enfants de l'Ouest dénoncent la malgouvernance

AFFAIRE EPSTEIN

Voici pourquoi Donald Trump est dans la tourmente

Ce qui est perçu comme un manque de transparence concernant les enquêtes judiciaires sur le notoire délinquant sexuel Jeffrey Epstein a creusé un fossé inédit entre le président Donald Trump et sa base républicaine habituellement loyale.

Les origines de l'affaire

Jeffrey Epstein, un riche financier américain, a été inculpé pour la première fois en 2006 après que les parents d'une adolescente de 14 ans ont signalé à la police qu'il avait agressé sexuellement leur fille dans sa résidence en Floride.

Il a échappé à des poursuites fédérales – qui auraient pu lui valoir la prison à perpétuité – grâce à un accord judiciaire controversé avec les procureurs, lui permettant de purger une peine de moins de 13 mois de détention.

En juillet 2019, Epstein est de nouveau arrêté à New York et inculpé pour le trafic sexuel de dizaines d'adolescentes, avec lesquelles il aurait eu des relations contre rémunération.

Les procureurs affirment qu'il s'était entouré d'employés dévoués et de complices pour assurer un « *flux constant de mineures à exploiter* ».

Un procès distinct, visant sa compagne Ghislaine Maxwell – condamnée en 2022 pour avoir aidé Epstein à abuser de jeunes filles – a mis en lumière les liens du financier avec des personnalités de premier plan, telles que le prince Andrew du Royaume-Uni et l'ancien président américain Bill Clinton. Tous deux nient toute implication.

Des zones d'ombre qui alimentent les théories du complot

De nombreux Américains pensent que les autorités dissimulent des éléments liés à l'affaire Epstein afin de protéger des élites riches et puissantes qui auraient été en lien avec lui, y compris Donald Trump.

Ces soupçons trouvent un écho particulier au sein du mouvement « *Make America Great Again* » (MAGA) initié par le président, mais les appels à davan-



tage de transparence dépassent les clivages politiques.

La théorie centrale de ce supposé complot repose sur l'existence présumée d'une liste de clients impliqués dans des crimes sexuels aux côtés d'Epstein. L'administration Trump affirme désormais qu'une telle liste n'a jamais existé.

Les sceptiques pointent également des circonstances jugées suspectes autour de la mort d'Epstein : notamment des dysfonctionnements présumés des caméras de surveillance près de sa cellule la nuit de son décès, ainsi que d'autres irrégularités.

Trump et l'affaire Epstein

Donald Trump, qui a côtoyé de près Jeffrey Epstein à l'époque où il était magnat de l'immobilier à New York comme l'attestent de nombreuses vidéos et photos, avait déclaré, lors de sa dernière campagne présidentielle, qu'en cas de retour au pouvoir il n'aurait « *aucun problème* » à divulguer la supposée liste de clients, tout en laissant déjà planer prudemment un doute quant à son existence.

Mais depuis son retour à la Maison-Blanche, une bonne partie de ses partisans exprime leur déception, estimant qu'il n'a pas

tenu parole.

Lui-même s'est retrouvé englué dans ces théories du complot après que son ancien conseiller Elon Musk a affirmé en juin – dans un message depuis supprimé sur X – que Trump figurait « *dans le dossier Epstein* ».

Les efforts de son administration pour répondre aux demandes de transparence concernant ce soi-disant dossier se sont révélés largement insuffisants.

Une série de documents publiée en février, censé faire la lumière sur l'affaire, n'a finalement apporté que peu d'éléments nouveaux.

Par ailleurs, une vidéo de près de 11 heures diffusée ce mois-ci pour réfuter les soupçons de meurtre n'a pas convaincu. Les images montraient une partie de la prison de New York où Epstein est mort, mais une minute de la séquence semblait manquer, alimentant encore davantage les spéculations.

Enfin, un mémo publié la semaine dernière par le ministère de la Justice et le FBI affirmant que le « *dossier Epstein* » ne contenait aucune preuve justifiant une enquête supplémentaire a provoqué une levée de boucliers. Certains ont appelé à la démission de leurs deux diri-

geants.

Que va-t-il se passer maintenant ?

Donald Trump tente de maintenir un équilibre délicat : il affirme soutenir la publication de tout document « *crédible* » lié à l'affaire Epstein, tout en qualifiant le dossier de « *plutôt ennuyeux* ».

Mais même l'autorité habituellement incontestée du président sur sa base semble impuissante face à l'agitation croissante. Les critiques se multiplient, y compris parmi ses alliés, qui réclament plus de transparence.

Le président républicain de la Chambre des représentants, Mike Johnson, a ainsi pris ses distances mardi avec Trump sur ce sujet, exhortant la ministre de la Justice Pam Bondi, publiquement défendue par le président depuis une semaine, à rendre publics tous les documents liés à Epstein.

Les démocrates, de leur côté, exploitent les divisions internes au camp républicain en exigeant de l'administration Trump la publication complète des éléments détenus par les procureurs dans le cadre de l'enquête sur Epstein.

Source :RTL info

LE CAMEROUN APRÈS PAUL BIYA

Pauvreté, incertitude et succession précaire

Le président Paul Biya du Cameroun est âgé de 91 ans. Il est le chef d'État le plus âgé d'Afrique et seul le président Teodoro Obiang Nguema de la Guinée équatoriale voisine, qui a 82 ans, est resté au pouvoir plus longtemps que lui.

Paoul Biya dirige le Cameroun depuis 1982, après avoir exercé les fonctions de Premier ministre à partir de 1975.

Ces dernières semaines, les spéculations sur la santé du nonagénaire se sont multipliées. Certaines rumeurs laissaient même entendre qu'il serait mort. Cela a conduit le gouvernement camerounais à publier une déclaration interdisant toute information sur son état de santé.

Ces cycles de rumeurs se sont répétées chaque fois que Biya a disparu pendant une longue période. Avant son arrivée à l'aéroport international de Yaoundé le 21 octobre, Biya a été vu pour la dernière fois en public le 8 septembre, lorsqu'il a participé à un forum Chine-Afrique à Pékin.

Le Cameroun n'a connu que deux présidents depuis son indépendance. Pour 60 % des jeunes camerounais, Biya est le seul président qu'ils n'aient jamais connu.

Le pays se trouve dans une situation précaire, incertain de ce qui se passera après Biya, qui a gouverné d'une main de fer.

Les mandats prolongés ne se terminent souvent pas bien, comme en témoignent de nombreux exemples sur le continent, qui révèlent un risque élevé d'instabilité politique. Les cas les plus frappants sont ceux de la Libye, de la Tunisie, du Soudan, du Gabon, du Tchad et de la République démocratique du Congo.

En tant que professeur agrégé d'études internationales et chercheur sur la transformation des régimes en Afrique, le Cameroun présente un intérêt particulier en raison de la résilience de son régime au fil des décennies, alors que de nombreux pays de la région ne s'en sont pas aussi bien sortis.

Je pense que le Cameroun atteindra, tôt ou tard, un point d'inflexion après Biya. Le Cameroun ne dispose pas de garde-fous constitutionnels solides, ce qui rendra la succession chaotique.

Deuxièmement, en raison des années de népotisme et de tribalisme institutionnalisés par Biya, le risque de tensions ou de conflits



régionaux sera élevé pouvant même conduire à l'effondrement de l'ordre public.

Enfin, l'establishment militaire pourrait bien agir au nom de la sauvegarde de la république en période d'incertitude.

L'héritage

Le Cameroun est doté de ressources abondantes, notamment de pétrole, de gaz et de bois. Il occupe également une position stratégique au carrefour de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, sur la côte atlantique, point d'entrée vers les régions intérieures enclavées.

Pourtant, selon le Programme alimentaire mondial, plus de 55 % des Camerounais vivent dans la pauvreté et 37,7 % sont gravement appauvris.

Les infrastructures du pays sont en mauvais état. Alors que le port de Douala a été modernisé et que les liaisons ferroviaires régionales telles que les lignes Douala-Yaoundé ont été développées, les infrastructures routières et ferroviaires sont à peine fonctionnelles.

Selon Transparency International, la corruption est endémique au Cameroun. Le pays se classe 140e sur 180. Et ce, en dépit des efforts officiels déployés pour y remédier.

En 1982, Biya a capitalisé sur le sentiment anti-corruption qui avait été dirigé contre le régime d'Amadou Ahidjo. Biya avait promis un « *new deal* » anti-corruption. Malgré des progrès initiaux, au début des années 1990, le Cameroun était en tête du classement mondial de la corruption.

Selon certaines critiques Biya a instrumentalisé sa campagne de lutte contre la corruption pour tenir en échec ses concurrents potentiels.

Le népotisme et le tribalisme perdurent car Biya a mis en place un système étatique clientéliste. Par

exemple, les Beti, qui sont les parents ethniques du président, occuperaient une part disproportionnée des postes de haut niveau au sein du gouvernement et de l'armée. Pourtant, ils ne représentent qu'un faible pourcentage de la population.

Cette situation a engendré un système kleptocratique qui s'accompagne d'un ressentiment communautaire généralisé.

La société camerounaise présente d'autres fissures profondes. Sur le plan social, le pays est devenu une entité fédérée lors de l'indépendance en 1960. Deux groupes linguistiques - les francophones et les anglophones - se sont réunis pour former la République unie du Cameroun.

Pendant un certain temps, cette unité s'est maintenue. Mais le désenchantement croissant à l'égard du régime de Biya, en particulier la marginalisation du sud-ouest anglophone, s'est transformé en rébellion en 2016. Des milliers de personnes ont été tuées et des dizaines de milliers ont été déplacées. Elle a également entraîné une répression accrue par l'autorité centrale.

Aujourd'hui, le Cameroun est une société fracturée, le sud-ouest réclamant plus d'autonomie et de justice linguistique, voire l'autodétermination. La création de la Commission du bilinguisme et du multiculturalisme et la désignation d'un statut spécial pour les régions rebelles n'ont guère contribué à apaiser la crise.

Rôle régional

Au niveau régional, le Cameroun a été un partenaire clé pour les États-Unis et la France en s'attaquant à Boko Haram dans la région. Le pays a été directement touché par les attaques de ce groupe islamiste, originaire du Nigeria et qui a étendu son règne de terreur à travers la région.

La campagne antiterroriste a donné lieu à des relations étroites entre les États-Unis, la France et le Cameroun, avec une coopération stratégique dans les domaines de l'armée et du renseignement.

De même, Biya peut être félicité pour avoir réglé pacifiquement la crise de la péninsule de Bakassi avec le Nigeria, un différend frontalier territorial, évitant ainsi l'instabilité régionale.

Il n'y a pas encore de signes évidents que, après Biya, les relations franco-camerounaises subiraient des tensions similaires à d'autres scénarios dans la région.

La France a construit une relation politique et économique stable avec le Cameroun, en investissant massivement dans la région, en fournissant une couverture politique au régime et en concluant un pacte de défense.

Cette relation a également profité à de nombreuses élites politiques et militaires. À moins qu'un événement majeur ne survienne, elle devrait se poursuivre dans l'ère post-Biya.

Un paysage politique fragmenté

La longévité de Biya à la tête de la politique camerounaise témoigne de sa capacité à mobiliser toutes les ressources de l'État, le pouvoir et les leviers constitutionnels pour sa présidence à vie. Il a surpassé tous ses concurrents politiques.

Cela lui a permis d'éviter le sort de pays voisins tels que la République centrafricaine, le Niger, le Tchad et le Gabon, où les gouvernements ont été renversés par des coups d'État militaires.

En 1992, Biya a accepté le multipartisme. Mais depuis lors, il a fait supprimer la limitation du nombre de mandats et il en est à son septième mandat.

Mais à l'approche de la fin de sa vie et sans successeur désigné, il existe une réelle possibilité que diverses factions du régime Biya, telles que celle de Frank Biya, Ngoh Ngoh, Laurent Easo ou même les militaires, se bousculent et se battent pour le pouvoir.

Sans une culture politique fondée sur le respect des contraintes politiques, l'instabilité semble inévitable. Et la rébellion du sud-ouest pourrait intensifier sa pression militaire et politique afin de renforcer son influence sur ceux qui prendront le pouvoir après Biya.

La capacité des prochains dirigeants politiques à établir un programme de transformation pour la réconciliation sociopolitique et le renouveau national dépendra de leur aptitude à trouver un grand compromis.

Source:The conversation

PRÉSIDENTIELLE 2018

La profession de foi de Paul Biya

Electrices, Electeurs, Mes chers compatriotes,

Nous avons, jusqu’ici, engrangé de belles et grandes victoiresqui font du Cameroun un pays aimé des siens et respecté par les autres. Il est un havre de paix et de prospérité qui suscite de nombreuses convoitises et jalousies se traduisant parfois par des poussées déstabilisatrices. Mais grâce à notre ferveur patriotique, nous avons toujours su faire face aux agressions dont notre pays est parfois victime.

Je propose qu’ensemble, dans la paix et dans l’unité, nous poursuivions le combat que nous menons depuis des années, pour un Cameroun moderne et démocratique.

Conscient de mes responsabilités et de l’ampleur des défis qui nous attendent, je sollicite vos suffrages sur la base de dix principaux engagements qui guideront notre action commune au cours des sept prochaines années.

Je sollicite vos suffrages POUR AMÉLIORER DAVANTAGE LES CONDITIONS DE VIE DE NOS COMPATRIOTES.

L’amélioration des conditions de vie des Camerounaises et des Camerounais sera mon principal objectif.

- A cet effet,
- je m’engage à assurer l’accès équitable, à toutes et à tous, aux services sociaux de base, en particulier la santé, l’eau, l’électricité, l’éducation ;
 - je m’engage à accélérer la mise en place d’une assurance de santé universelle ;
 - je m’engage à assurer le relèvement du pouvoir d’achat ;
 - je m’engage à multiplier les initiatives et les actions en vue de la réduction de la pauvreté ;
 - je m’engage à assurer une répartition équitable du fruit de l’effort national de développement ;
 - je m’engage à prendre en compte la croissance démographique dans l’élaboration des politiques publiques et dans la construction des infrastructures.

Je sollicite vos suffrages POUR CONTINUER À CONSOLIDER LA PAIX.

La paix est le premier terme de la devise de notre pays. C’est aussi l’un de nos principaux défis. Face aux menaces récurrentes qui pèsent sur la paix, nous devons tout faire pour la préserver.

- Pour cela,
- je m’engage à maintenir la paix sur l’ensemble du territoire national ;
 - je m’engage à assurer la liberté de mouvement à chacune et à chacun sur toute l’étendue du territoire national ;
 - je m’engage à faire de la paix une des valeurs de notre identité nationale ;
 - je m’engage à consolider la paix dans les cœurs et dans les esprits en créant les conditions de développement de la culture de la paix à l’école et dans les familles ;
 - je m’engage à assurer le fonctionnement harmonieux des institutions publiques afin de contribuer au bon exercice de la démocratie dans notre pays ;
 - je m’engage à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes ;
 - je m’engage à consolider la paix par le respect de l’intérêt général, par l’intensification des opportunités d’épanouissement politique, économique, social et culturel de tous ;
 - je m’engage à renforcer la lutte contre l’intolérance, les injustices et toutes les formes de discrimination ;
 - je m’engage à instituer diverses actions de reconnaissance nationale pour nos compatriotes qui œuvrent, de manière particulière, en faveur de la paix au Cameroun.

Je sollicite vos suffrages POUR SAUVEGARDER L’UNITÉ NATIONALE ET L’INTÉGRITÉ TERRITORIALE DE NOTRE PAYS.

- Ma candidature est celle de l’affirmation de l’unité nationale dans la diversité.
- Pour cette raison,
- je m’engage à assurer la mise en œuvre continue de la décentralisation dans un Cameroun uni et indivisible ;
 - je m’engage à promouvoir davantage la connaissance et le respect des emblèmes nationaux ;
 - je m’engage à continuer à garantir la diversité culturelle, ethnique, linguistique et confessionnel-



- le, dans le respect de l’unité nationale ;
- je m’engage à veiller à la prise en compte des équilibres fondamentaux de notre unité nationale ;
 - je m’engage à continuer de protéger jalousement nos frontières nationales et à les préserver.
- Je sollicite vos suffrages POUR ACCÉLÉRER NOTRE MARCHÉ VERS L’ÉMERGENCE DU CAMEROUN.
- Nous devons atteindre l’émergence en stimulant notre développement économique et social afin de permettre à nos compatriotes de vivre dans un pays prospère et stable dont les générations actuelles et futures seront fières.

- A cet égard,
- je m’engage à renforcer la lutte contre la corruption et le détournement des biens publics, ainsi que la moralisation des comportements ;
 - je m’engage à poursuivre la transformation structurelle de notre économie ainsi que sa diversification et l’augmentation de sa productivité ;
 - je m’engage à accélérer la réalisation des projets structurants de deuxième génération ;
 - je m’engage à accélérer l’avènement de l’agriculture de deuxième génération par la facilitation de l’accès au crédit et le développement des chaînes de valeur agricoles ;
 - je m’engage à protéger l’agriculture de subsistance ;
 - je m’engage à développer l’exploitation rationnelle et durable des ressources de notre sol et sous-sol ;
 - je m’engage à développer les industries de transformation locale de nos matières premières tout en respectant l’environnement ;
 - je m’engage à promouvoir l’élevage et à assurer une organisation rationnelle de « l’économie bleue » à travers une meilleure maîtrise de la pêche et une exploitation appropriée des ressources halieutiques ;
 - je m’engage à promouvoir l’aménagement des terres pour faciliter le développement agricole et industriel ;
 - je m’engage à rendre l’accès au crédit plus fluide afin de renforcer le développement des activités de production ;
 - je m’engage à poursuivre, en l’accéléralant, le développement des infrastructures terrestres, ferroviaires, aériennes et fluviales dans une démarche de complémentarité ;
 - je m’engage à améliorer l’incitation à l’investissement privé national et étranger ;
 - je m’engage à apporter un soutien accru aux PME et PMI sous des formes variées et efficientes ;
 - je m’engage à rechercher des solutions innovantes et adaptées à la contribution du secteur privé à l’effort de développement national en vue de l’émergence ;
 - je m’engage à renforcer la professionnalisation des formations dans le système éducatif.

Je sollicite vos suffrages POUR RENFORCER L’INNOVATION.

- L’innovation est au cœur de notre projet d’accès à l’émergence, parce qu’elle génère la croissance et accroît la compétitivité.
- C’est pourquoi,
- je m’engage à faire du Cameroun un pôle africain de référence dans l’économie numérique ;
 - je m’engage à soutenir la recherche tant dans les institutions publiques que dans le secteur privé ;
 - je m’engage à assurer la connexion équitable de toutes les régions aux technologies de l’information et de la communication ;
 - je m’engage à mettre le numérique au service

- des grands secteurs pourvoyeurs d’emploi, ainsi que de tous les secteurs d’activité ;
- je m’engage à accélérer l’intégration des TIC dans l’ensemble du système éducatif ;
 - je m’engage à accélérer l’appropriation des TIC par les institutions publiques en vue d’améliorer la gouvernance ;
 - je m’engage à renforcer la protection de l’écosystème par la promotion de l’économie verte.

Je sollicite vos suffrages POUR AMÉLIORER DAVANTAGE LES CONDITIONS DE VIE DE NOS COMPATRIOTES.

- L’amélioration des conditions de vie des Camerounaises et des Camerounais sera mon principal objectif.
- A cet effet,
- je m’engage à assurer l’accès équitable, à toutes et à tous, aux services sociaux de base, en particulier la santé, l’eau, l’électricité, l’éducation ;
 - je m’engage à accélérer la mise en place d’une assurance de santé universelle ;
 - je m’engage à assurer le relèvement du pouvoir d’achat ;
 - je m’engage à multiplier les initiatives et les actions en vue de la réduction de la pauvreté ;
 - je m’engage à assurer une répartition équitable du fruit de l’effort national de développement ;
 - je m’engage à prendre en compte la croissance démographique dans l’élaboration des politiques publiques et dans la construction des infrastructures.

Je sollicite vos suffrages POUR CONTINUER À CONSOLIDER LA PAIX.

- La paix est le premier terme de la devise de notre pays. C’est aussi l’un de nos principaux défis. Face aux menaces récurrentes qui pèsent sur la paix, nous devons tout faire pour la préserver.
- Pour cela,
- je m’engage à maintenir la paix sur l’ensemble du territoire national ;
 - je m’engage à assurer la liberté de mouvement à chacune et à chacun sur toute l’étendue du territoire national ;
 - je m’engage à faire de la paix une des valeurs de notre identité nationale ;
 - je m’engage à consolider la paix dans les cœurs et dans les esprits en créant les conditions de développement de la culture de la paix à l’école et dans les familles ;
 - je m’engage à assurer le fonctionnement harmonieux des institutions publiques afin de contribuer au bon exercice de la démocratie dans notre pays ;
 - je m’engage à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes ;
 - je m’engage à consolider la paix par le respect de l’intérêt général, par l’intensification des opportunités d’épanouissement politique, économique, social et culturel de tous ;
 - je m’engage à renforcer la lutte contre l’intolérance, les injustices et toutes les formes de discrimination ;
 - je m’engage à instituer diverses actions de reconnaissance nationale pour nos compatriotes qui œuvrent, de manière particulière, en faveur de la paix au Cameroun.

Je sollicite vos suffrages POUR SAUVEGARDER L’UNITÉ NATIONALE ET L’INTÉGRITÉ TERRITORIALE DE NOTRE PAYS.

Ma candidature est celle de l’affirmation de l’u-

- nité nationale dans la diversité.
- Pour cette raison,
- je m’engage à assurer la mise en œuvre continue de la décentralisation dans un Cameroun uni et indivisible ;
 - nje m’engage à promouvoir davantage la connaissance et le respect des emblèmes nationaux ;
 - je m’engage à continuer à garantir la diversité culturelle, ethnique, linguistique et confessionnelle, dans le respect de l’unité nationale ;
 - je m’engage à veiller à la prise en compte des équilibres fondamentaux de notre unité nationale ;
 - je m’engage à continuer de protéger jalousement nos frontières nationales et à les préserver.

Je sollicite vos suffrages POUR ACCÉLÉRER NOTRE MARCHÉ VERS L’ÉMERGENCE DU CAMEROUN.

- Nous devons atteindre l’émergence en stimulant notre développement économique et social afin de permettre à nos compatriotes de vivre dans un pays prospère et stable dont les générations actuelles et futures seront fières.
- A cet égard,
- je m’engage à renforcer la lutte contre la corruption et le détournement des biens publics, ainsi que la moralisation des comportements ;
 - je m’engage à poursuivre la transformation structurelle de notre économie ainsi que sa diversification et l’augmentation de sa productivité ;
 - je m’engage à accélérer la réalisation des projets structurants de deuxième génération ;
 - je m’engage à accélérer l’avènement de l’agriculture de deuxième génération par la facilitation de l’accès au crédit et le développement des chaînes de valeur agricoles ;
 - je m’engage à protéger l’agriculture de subsistance ;
 - je m’engage à développer l’exploitation rationnelle et durable des ressources de notre sol et sous-sol ;
 - je m’engage à développer les industries de transformation locale de nos matières premières tout en respectant l’environnement ;
 - je m’engage à promouvoir l’élevage et à assurer une organisation rationnelle de « l’économie bleue » à travers une meilleure maîtrise de la pêche et une exploitation appropriée des ressources halieutiques ;
 - je m’engage à promouvoir l’aménagement des terres pour faciliter le développement agricole et industriel ;
 - je m’engage à rendre l’accès au crédit plus fluide afin de renforcer le développement des activités de production ;
 - je m’engage à poursuivre, en l’accéléralant, le développement des infrastructures terrestres, ferroviaires, aériennes et fluviales dans une démarche de complémentarité ;
 - je m’engage à améliorer l’incitation à l’investissement privé national et étranger ;
 - je m’engage à apporter un soutien accru aux PME et PMI sous des formes variées et efficientes ;
 - je m’engage à rechercher des solutions innovantes et adaptées à la contribution du secteur privé à l’effort de développement national en vue de l’émergence ;
 - je m’engage à renforcer la professionnalisation des formations dans le système éducatif.
- Je sollicite vos suffrages POUR RENFORCER L’INNOVATION.**
- L’innovation est au cœur de notre projet d’accès à l’émergence, parce qu’elle génère la croissance et accroît la compétitivité.
- C’est pourquoi,
- je m’engage à faire du Cameroun un pôle africain de référence dans l’économie numérique ;
 - je m’engage à soutenir la recherche tant dans les institutions publiques que dans le secteur privé ;
 - je m’engage à assurer la connexion équitable de toutes les régions aux technologies de l’information et de la communication ;
 - je m’engage à mettre le numérique au service des grands secteurs pourvoyeurs d’emploi, ainsi que de tous les secteurs d’activité ;
 - je m’engage à accélérer l’intégration des TIC dans l’ensemble du système éducatif ;
 - je m’engage à accélérer l’appropriation des TIC par les institutions publiques en vue d’améliorer la gouvernance ;
 - je m’engage à renforcer la protection de l’écosystème par la promotion de l’économie verte.
- Par Nathan Ndoumbe**

ARRESTATION D'ALAIN DÉNIS IKOUL

Une tentative d'humiliation avortée

L'affaire d'Alain Denis Ikoul illustre parfaitement la dérive autoritaire de «l'église de Tsinga» en quête de contrôle. Kidnappé au stade de Ndogbong par les forces de gendarmerie, notre brave journaliste s'est vu victime d'une machination visant à étouffer sa voix critique. Alors que des mains obscures au plus haut sommet du football camerounais, tentent de faire taire ceux qui dénoncent la mal gouvernance du football camerounais, une mobilisation populaire inattendue a contraint «Tsinga» à reconsidérer leur stratégie.

L'affaire d'Alain Denis Ikoul est un exemple flagrant de la dérive autoritaire qui gangrène nos institutions. La scène s'ouvre au stade de Ndogbong, un lieu de sport devenu le théâtre d'une opération de kidnapping orchestrée par ceux qui prétendent défendre l'ordre public. Quatre véhicules, quinze gendarmes, mobilisés pour kidnapper un simple journaliste, soulignent l'absurdité d'un système qui s'acharne sur ceux qui osent dénoncer les maux de notre football. Ikoul, en jouant au football, est devenu le bouc émissaire d'un exécutif aux abois, prêt à tout pour étouffer les voix discordantes.

Le Climat de Peur

L'arrestation d'un journaliste dont le seul «crime» fut de critiquer la mauvaise gestion du football camerounais en dit long sur la paranoïa de ceux qui dirigent le football camerounais. La mal gouvernance, omniprésente, crée un climat où la critique est perçue comme une menace insupportable. L'exécutif de Tsinga, visiblement mal à l'aise face à la vérité, choisit de s'en prendre à un media citoyen plutôt qu'à leurs propres échecs. Ikoul, avec ses articles dénonçant l'incompétence actuelle de cet exécutif, est devenu une cible à abattre. Ce



qui frappe, c'est cette volonté de faire taire les voix dissonantes par tous les moyens, y compris les plus extrêmes.

L'ordonnance venue sans doute des plus hautes instances de l'exécutif de «Tsinga», prévue pour que le journaliste soit filmé menotté, témoigne d'une volonté délibérée de terroriser ceux qui pourraient envisager un discours critique. Cette mise en scène n'avait qu'un but : faire de lui un exemple, un avertissement à tous ceux qui oseraient s'opposer à la tyrannie. La diffusion de cette vidéo humiliant aurait été un message clair : «Ne vous opposez pas au «Pasteur», sinon vous connaîtrez le même sort.»

Une Résistance Courageuse

Heureusement, le commandant de la gendarmerie de Ndogbong a eu le courage de s'opposer à cette pratique dégradante. Son refus de traiter Ikoul comme un bandit alors qu'il n'est qu'un journaliste républicain montre qu'il existe encore des voix de raison dans ce marasme. Ce geste, bien que salutaire, soulève des questions inquiétantes : combien d'au-

tres officiers de la force publique partagent cette conviction, mais choisissent de se taire par peur des conséquences ?

La pression médiatique et les réactions sur les réseaux sociaux ont joué un rôle crucial dans cette affaire. La révolte populaire qui s'est manifestée a montré que les acteurs et les fans de football ne sont pas prêts à accepter la répression de «Tsinga» sans réagir. Les réseaux sociaux, souvent décriés par «le pasteur» pour leur rôle dans la diffusion de la désinformation, ont ici été un vecteur de solidarité et de dénonciation. Cette mobilisation rapide a contraint les autorités à reconsidérer leur stratégie et à donner des ordres contraires pour libérer Ikoul. Par ce biais, toute la rédaction du média républicain C FOOT vous remercie.

L'impact de l'opinion publique

Face à cette pression, la décision de relâcher Ikoul a été un petit pas en avant, mais ne doit pas masquer la gravité de cette affaire. Ce qui s'est passé au stade de Ndogbong n'est pas un

incident isolé, mais le reflet d'un système qui s'attaque à ceux qui cherchent à faire entendre la vérité. La libération d'Ikoul est une victoire, mais elle ne doit pas occulter le fait que d'autres continuent d'être persécutés pour leurs opinions à l'intérieur et à l'extérieur de l'instance.

Sous l'ère du «Pasteur», la peur est devenue la norme. Certains acteurs du football, au lieu de se sentir en sécurité, sont constamment sur leurs gardes, craignant les représailles pour avoir exprimé leurs opinions. Incontestablement pour le «Pichichi», la peur de la répression est un outil puissant de contrôle, et l'affaire Ikoul en est une illustration emblématique. La tentative de faire taire un journaliste ne doit pas être considérée comme un acte isolé, mais comme une stratégie systématique pour museler toute opposition même médiatique en vue des prochaines élections à la Fécafoot.

L'Appel à la Résistance

L'affaire Ikoul doit servir de signal d'alarme : il est grand temps de refuser cette culture de la peur qui s'installe de plus en plus à «Tsinga» et de défendre le droit à la parole. La lutte pour la liberté d'expression est plus que jamais d'actualité sous la présidence du «Pasteur», et il est impératif de soutenir ceux qui, comme notre journaliste Mr Ikoul, se battent pour un avenir meilleur pour le football camerounais. Ce n'est qu'en unissant nos voix que nous pourrons résister à cette dérive autoritaire palpable. La solidarité autour d'Ikoul est un exemple à suivre. Il est essentiel de créer un environnement dans le football camerounais où chacun peut s'exprimer sans crainte de représailles. La responsabilité revient à chaque citoyen, à chaque acteur de football, de dénoncer ces abus.

L'affaire Ikoul est un miroir de notre société. Les vérités difficiles doivent être entendues, et ceux qui les portent doivent être protégés, non persécutés. C'est ainsi que dans notre football, nous construisons un avenir où la liberté d'expression sera respectée et célébrée.

Joakim IPELA

Le mémorandum de l'Ouest Cameroun contre les élites Rdpc de l'Ouest et la gouvernance de Paul Biya

« Nous, enfants de l'Ouest Cameroun, reconnaissons que notre région bénéficie parfois d'infrastructures ou d'initiatives privées qui donnent l'illusion d'un meilleur sort. Mais nous ne sommes pas dupes. Nous savons que ces acquis, bien souvent, ne sont dus ni à l'État, ni au régime Biya, mais à l'abnégation des citoyens eux-mêmes. Et surtout, nous refusons de fermer les yeux sur la souffrance

des autres régions du Cameroun - celles enclavées, marginalisées, abandonnées. C'est donc par solidarité nationale, mais aussi par devoir de vérité, que nous prenons la parole pour dresser un bilan accablant d'un régime à l'agonie, soutenu localement par une poignée d'élites corrompues qui ne méritent plus ni respect, ni considération.»

MEMORANDUM DES ENFANTS DE L'OUEST CAMEROUN : POUR LA DIGNITÉ, LA VÉRITÉ ET LA RUPTURE AVEC LES ÉLITES TRAITRES

Nous, enfants de l'Ouest Cameroun, reconnaissons que notre région bénéficie parfois d'infrastructures ou d'initiatives privées qui donnent l'illusion d'un meilleur sort. Mais nous ne sommes pas dupes. Nous savons que ces acquis, bien souvent, ne sont dus ni à l'État, ni au régime Biya, mais à l'abnégation des citoyens eux-mêmes. Et surtout, nous refusons de fermer les yeux sur la souffrance des autres régions du Cameroun – celles enclavées, marginalisées, abandonnées.

C'est donc par solidarité nationale, mais aussi par devoir de vérité, que nous prenons la parole pour dresser un bilan accablant d'un régime à l'agonie, soutenu localement par une poignée d'élites corrompues qui ne méritent plus ni respect, ni considération.

I. BILAN D'UN DÉSASTRE NATIONAL

Un pays jadis prometteur, aujourd'hui à genoux

Le Cameroun était un pays en voie de développement dynamique dans les années 1980. En 2024/2025, il est classé parmi les pays pauvres très endettés. Sous Biya, nous avons régressé.

Des fleurons industriels détruits

Cameroun Airlines, jadis fierté nationale, a été sabotée.

CAMSHIP, compagnie maritime avec 3 navires, liquidée.

SOTUC, la société de transport public, disparue.

Chantier Naval de Douala démantelé, son PDG jeté en prison.

Infrastructures inexistantes ou fictives

L'autoroute Douala-Yaoundé, en chantier depuis 10 ans.

Olembe, stade construit avec du béton importé alors que nous avons cimenteries et sable.

CAN 2019, 3000 milliards dépensés, 0 impact sur l'économie.

Santé : un crime contre la vie

Des hôpitaux sans matériels ni médicaments.

Les mamans incarcérées avec leurs nourrissons faute de paiement de césarienne.

Quelle faute a commise un nouveau-né pour être puni d'une peine de prison à sa naissance ?

Éducation à l'abandon

Écoles sans bancs, sans toit, sans enseignants.Le taux d'alphabétisation des filles reste dramatique.

L'ENAM, l'EMIA, les douanes... réservés à quelques noms de familles.

Un pouvoir d'achat écrasé

Depuis la dévaluation du Franc CFA en 1994, les prix flambent mais les salaires stagnent.

Le panier de la ménagère est devenu un cauchemar.

Pas d'assurance maladie, pas de sécurité sociale.

Un pillage organisé

Le bois, le pétrole, le fer, l'or : tout est bradé.

La SONARA incendiée, jamais reconstruite, aucune enquête sérieuse.

Une justice aux ordres

Les patriotes sont emprisonnés, les pilleurs promus.

La justice n'est plus rendue au nom du peuple mais du système.

La guerre comme outil de règne

NOSO, Extrême-Nord : la guerre alimente la peur et justifie la dictature.

II. À L'OUEST AUSSI, ILS ONT TRAHI !

Des élites corrompues, complices du système

Ils sont nos voisins, nos cousins, mais ce ne sont pas les nôtres. Ces soi-disant "élites" ont foulé aux pieds notre dignité. Ils n'ont aucun honneur. Leur nom restera dans l'histoire comme celui de traîtres qui ont vendu l'Ouest pour des miettes.

En 1992, alors que le peuple s'est levé, ils ont pactisé pour des postes.

Ils organisent la fraude, achètent les chefs, distribuent des enveloppes et des sacs de riz.

Ils font honte à notre histoire, à notre culture de résistance.

Ces gens ne sont pas nos représentants. Ce sont les bourreaux de leur propre peuple.

Nous accusons !

Nous accusons Jean NKuete, qui a fait de la fraude électorale un métier, manipulant vos votes pour maintenir le régime.

Nous accusons Madeleine Tchuenté d'avoir piétiné la vérité pour protéger son confort.

Nous accusons Ketcha Courtès d'avoir utilisé le nom de l'Ouest pour s'enrichir au détriment du peuple.

Nous accusons, Sylvestre Ngouchinghe pactiser avec le régime pour affamer le peuple et s'enrichir au grand désarroi de ce peuple meurtri

Nous accusons Nganou Djoumessi de trahir sa terre natale pour garder un fauteuil.

Nous accusons Kouinche Albert, qui a soutenu le régime au mépris de vos aspirations.

Nous accusons Manfouo David, complice par son silence face à votre souffrance.

Nous accusons Claude Juimo Siewe Monthé, qui a préféré les faveurs du pouvoir à la défense de vos intérêts.

Nous accusons Ndengue Nya Bernadette, dont la loyauté au régime a trahi votre confiance.

Nous accusons Feutheu Jean Claude, qui a sacrifié l'honneur de l'Ouest pour des avantages personnels.

Nous accusons Laure-Pauline Fotso, dont les actions ont maintenu notre région dans l'oppression.

Nous accusons Emmanuel Chatue, qui a pactisé avec la dictature au lieu de défendre vos droits.

Nous accusons Marcel Niat Njifenji, symbole d'une élite qui a vendu l'Ouest pour des postes prestigieux, vous abandonnant à votre sort

Nous accusons tous ceux qui pactisent avec la dictature pendant que notre peuple crève.

Pendant que les peuples de l'Ouest se saignent pour envoyer leurs enfants à l'école, ces élites organisent les fraudes. Pendant que nos agriculteurs nourrissent le pays, ces vampires engraisent leurs comptes à l'étranger.

Ils ont tout eu : postes, budgets, visibilité. Qu'ont-ils donné en retour ? Le silence, la trahison et la misère.

Ils doivent être tenus pour responsables. Ils doivent être désavoués. Partout où ils passent, ils doivent sentir la honte.

III. VOTRE RÉVEIL, VOTRE ACTION

Fils et filles de l'Ouest, il est temps de dire NON à la servitude et à la trahison. Vous ne pouvez plus accepter d'être représentés par des élites sans éthique, sans vision, sans loyauté envers vous. Nous vous mettons en garde : ces complices devront rendre des comptes. Partout où ils passeront, ils doivent affronter votre colère et votre désaveu.

Nous vous appelons, jeunes, mamans, enseignants, agriculteurs, travailleurs, à vous lever pour reprendre votre destin en main. Protégez chaque bulletin de vote, dénoncez chaque fraudeur, refusez la misère et l'humiliation. Ensemble, vous pouvez rebâtir un Ouest où les routes seront praticables, l'électricité accessible, les hôpitaux sauveront des vies, et la corruption sera un lointain souvenir.

OUI à votre justice. OUI à votre dignité. OUI à un nouveau Cameroun.

Fils et filles de l'Ouest, l'heure est venue. Engagez-vous dans ce combat pour un Ouest rayonnant, modèle de progrès et d'équité. Par votre action, faites de l'Ouest une source d'inspiration pour tout le Cameroun. Levez-vous, agissez, et ensemble, nous vaincrons.

Signé : Vos frères et sœurs de l'Ouest Cameroun, unis pour votre réveil, pour la justice, la vérité et la rupture avec les traîtres

Colbert Feussi

Assureur

Nicolas TAMBUE

Opérateur économique

Adelaïde KENFACK epse TOMO

Ophtalmologue

Alain blaise KENGOM

Commerçant

Alfred TEKOM

agriculteur

Jean Claude KEMZANG

Banquier

Marie Anne NCHARE

Infirmière

Olivier TAGNE

Ingénieur de Travaux

Valérie MAMBE

Pharmacienne

Honoré MOUAFFO

Commerçant

Ferdinand SADO KAMGA

Aviculteur

KOMBOU FOUALEM

Moto-taximan

PAGE6

La Voix du Consommateur N° 248 du 17 Juillet 2025

CESSION DE PARTS

Après Chc et Ubc, l'État du Cameroun rachète la filiale locale de Société générale



Deux actionnaires constituent désormais le tour de table de participations actionnariales: État du Cameroun (83,68%) et Allianz Assurance Cameroun (16,32%). La finalisation de la cession est annoncée pour fin 2025.

Le Cameroun détient désormais la majorité des actions de Société générale Cameroun. Parti de 25,6%, cet État reprend un stock de 58,08% des actions jusque-là détenues par le groupe bancaire Français. C'est la substance d'un communiqué rendu public, ce 15 juillet 2025, au terme de la signature d'un accord avec le Cameroun. La cession de parts au profit de l'État du Cameroun redistribue par conséquent les cartes au sein de l'actionnariat de cette banque. Désormais, le Cameroun concentre 83,68%

des actions de Société générale Cameroun. Laissant 16,32% à Allianz Assurance Cameroun, autre actionnaire.

« Selon les engagements pris, l'État Camerounais reprendrait la totalité des activités opérées par cette filiale, ainsi que l'intégralité des portefeuilles clients et l'ensemble des collaborateurs de cette entité », mentionne le communiqué rédigé et signé à Paris. Plus précisément, le Cameroun s'empare à travers cette transaction, des 48 agences Société générale Cameroun, constituant son réseau local, de son portefeuille composé d'environ 250.000 clients et de ses employés estimés à 650 personnes.

Cette nouvelle intervient au moment où le groupe hexagonal est engagé dans un processus de cession de ses actifs dans certains pays Africains. Une annonce faite en 2023 qui concerne les filiales du Bénin, Mozambique, Burkina Faso, Congo, Guinée Équatoriale, Mauritanie, du Tchad, et de Guinée.

Toutefois, Société générale maintient certaines filiales, à l'instar de celles implantées en Algérie, en Tunisie, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Ghana.

« Cette stratégie s'inscrit dans une volonté de rationaliser son portefeuille d'activités et de se concentrer sur des marchés où elle a une position plus forte. Le groupe souhaite se concentrer sur des marchés clés et rationaliser ses opérations, libérant ainsi des capitaux pour d'autres priorités, comme Boursorama (rebaptisée BoursoBank) et Ayvens, sa filiale de leasing. Certains marchés Africains sont considérés comme plus risqués et moins rentables par les banques françaises, qui doivent faire face à la concurrence des Fintechs et à des défis spécifiques », expliquait Slawomir Krupa, son président directeur général.

Notons que depuis cette annonce, les filiales Société générale du Congo, Guinée Équatoriale, Mauritanie et Tchad, ont été cédées à Vista Bank et Coris Bank, deux

groupes panafricains. Celles du Burkina Faso et du Mozambique l'ont été à Vista Bank. Alors que les filiales, du Bénin, Togo, et de la Guinée ont été rachetées par Atlantic Financial Group, un autre groupe bancaire panafricain.

Pour rappel, le groupe Société générale est implanté au Cameroun depuis 1963. Après 62 ans d'activités, il se retire du marché Camerounais. « Cette transaction aurait un impact positif d'environ 6 points de base sur le ratio de CET1 du groupe à la date de finalisation attendue d'ici la fin de l'année 2025. Ce projet de cession est soumis aux conditions suspensives usuelles ainsi qu'à la validation des autorités financières et réglementaires compétentes », termine le communiqué.

La Société générale Cameroun devient ainsi la troisième banque locale dans laquelle le Cameroun détient la majorité des actions: Commercial bank Cameroon (98%), et Union bank of Cameroon (54%).

Georges SEMEY

Le 12 octobre 2025, les camerounais se rendront aux urnes pour élire le prochain président de la République...

Is devront répondre à la question de savoir : Paul Biya est-il capable de diriger le Cameroun ?

Cette interrogation n'est pas nouvelle. Elle hante les camerounais depuis 1982 ... Mais, elle se pose aujourd'hui avec acuité, dans un contexte inédit qui implique un choix décisif.

Avec le "Renouveau", les camerounais ont vécu le martyr ...

Une épreuve sacrificielle dont, l'empreinte restera longtemps gravée dans les cœurs et dans les corps.

43 ans de crise économique, sécuritaire, d'angoisse et parfois de peur.

Malgré tout, les camerounais ont témoigné par leurs comportements, à la fois d'un attachement aux valeurs de la République et,

D'un esprit de solidarité sans faille, en faisant le choix de la stabilité.

Cependant, où en sommes-nous aujourd'hui ?

A bien des égards, les camerounais se sentent épuisés, abusés, sans contrôle sur leurs propres vies et sur notre destin commun ...

Ce sont des citoyens à qui l'on fait comprendre, avec mépris que leur soif de changement ne vaut rien.

Ils sont désormais prisonniers d'une course à l'abîme...

La désespérance sociale s'est installée depuis longtemps déjà.

S'ajoutant au sentiment d'incompréhension et de colère.

Avec cette nouvelle imposture de Paul Biya, l'idéal républicain d'émancipation n'a



paru si lointain ...

Les injustices se superposent les unes aux autres : les inégalités explosent, l'insécurité grandissante dans nos villes, le chômage des jeunes, la discrimination, le sentiment d'abandon.

Toutes ces promesses non tenues de Paul Biya étreignent nos concitoyens.

En 2025, un changement de cap devient un impératif catégorique pour notre survie ...

Le peuple ne sait plus qui le dirige.

Il ne se sent pas seulement atteint dans sa dignité, il a aussi le sentiment de perdre le contrôle de sa souveraineté.

En 43 ans, le Renouveau nous aura donc mis à l'épreuve.

Mais dans cette épreuve, nous avons appris...

Nous avons beaucoup appris sur le Cameroun que nous voulons : un Cameroun du changement.

Nous avons beaucoup appris sur ce que nous étions capables de faire ensemble, pour que cette aspiration se traduise concrètement dans nos vies.

Et, nous avons appris de nos erreurs ...

Le 12 octobre prochain, nous allons faire notre choix.

Nous allons fermer les yeux et considérer que le Renouveau a été une parenthèse malheureuse, qu'il convient d'oublier aussi vite et plaider au retour à un "pays normal".

Nous allons réaffirmer nos valeurs et changer nos priorités.

Camerounais et camerounaises, nous sommes appelés à un changement de modèle et, à tout dire à une radicale transformation.

Nous sommes convaincus que le peuple camerounais est prêt pour ce changement ...

Qu'ensemble, nous avons le pouvoir de le faire advenir.

Vive le changement !

Vive la République !

GRAND THÉÂTRE NATIONAL

Le port de greffages et la dépigmentation sont désormais interdits

Le directeur général du Grand Théâtre national, Serigne Fall Guèye, a signé une note de service informant l'ensemble du personnel de l'interdiction formelle du port de greffages, de perruques et de la pratique de la dépigmentation au sein de l'administration. Selon le document, cette décision s'inscrit dans une volonté de préserver l'image de l'institution, en conformité avec sa mission de promotion des valeurs panafricaines. La note précise que cette mesure prend effet dès sa date de signature et souligne l'attention particulière accordée à sa stricte application.



Il y a 30 ans nous quittait COCO, le grand amour de Manu DIBANGO

Si Manu DIBANGO a connu les cimes du succès, c'est aussi en partie grâce à son épouse COCO. Une épouse qui a toujours été présente afin de le soutenir et le pousser vers le haut. Derrière un grand homme, se cache une grande femme. Il n'y aurait pas eu de « *Manu Dibango* » sans COCO. Rendons hommage à cette dame de l'ombre qui a largement contribué au succès de Manu Dibango.

Coco était très belle. Elle était Mannequin et actrice, elle faisait aussi des reportages photos.

Manu rencontre l'amour de sa vie en 1957 en Belgique. Elle se prénomme Marie-Josée et il décide de l'appeler « *Coco* ». Ils se mettent réellement ensemble le 7 février 1957 et Coco devient son ange gardien pour toujours.

Elle croit en lui plus fort qu'il n'ose. Elle fait tout pour lui, cherchant sans cesse ce qu'il y a de meilleur. Alors que Manu joue au « *Tabou* », elle file aux concerts pister les idoles américaines de Manu afin de les amener au Cabaret faire le « *bœuf* » avec Manu. Elle a toujours veillé sur lui et saura le protéger.

Coco a tellement aimé Manu qu'elle va le suivre au bout du monde. Lorsque Manu Dibango décide de tenter l'aventure africaine, elle abandonne tout pour le suivre. Elle va soutenir Manu Dibango dans ses projets et déboires en Afrique. C'est d'ailleurs avec elle que Manu compose le titre « *Soir au village* ». Elle sera avec Manu dans ses aventures aux deux Congo, en Côte d'Ivoire et dans plusieurs autres pays africains.

Coco a aussi affronter les parents et la famille de Manu Dibango. En effet, lorsqu'il quittait le Cameroun à 15 ans pour aller faire ses études en France, Manu Dibango avait promis à ses



parents qu'il ne ramènera jamais une étrangère. Les parents de Manu Dibango finiront par avoir une profonde affection pour Coco tout en regrettant qu'elle ne soit pas une Camerounaise.

Ruinés, Manu Dibango et Coco quittent le Cameroun en juin 1964. Il subit une galère terrible et Coco est là pour l'épauler. Ils sont obligés de louer un petit studio à Montparnasse à Paris pour y vivre. Notons que pendant son séjour au Cameroun, Coco avait perdu son père et n'avait même pas pu venir assister aux obsèques faute de moyens financiers.

A leur retour en France, ils traverseront une véritable période de vache

maigre et Coco sera toujours à ses côtés pour l'épauler et le remonter.

Elle sera aussi dans ses moments de joie puisqu'elle vit le succès flamboyant de « *Soul Makossa* » aux premières loges. Elle sera avec lui dans la belle aventure américaine et même jamaïcaine.

Son épouse Coco va mourir en 1995. Manu aura un mal fou à se remettre de cette lourde perte. Coco était sa muse, son ange gardien depuis 1957. 1995 est aussi la sortie de son album religieux « *Lamastabastani* » ; un album puissant fortement influencé par Coco.

Manu aura un mal fou à se remettre de cette lourde perte. Coco était sa muse, son ange gardien depuis 1957.

On sent à l'écoute qu'à travers cet album Manu Dibango exprime une situation de vie très difficile qui l'accable et il a besoin pour faire face à cela, de se rapprocher du créateur.

Son épouse COCO qui était malade a été au cœur de cet album. C'est elle qui va même piloter la mise en scène de cet album. Elle va mourir en 1995, avant la sortie de cet album.

En écoutant cet album, on perçoit qu'il est en réalité dédié à Coco, l'amour de la vie de Manu Dibango décédée. Dans cet album qui se voulait un recueil de chansons religieuses du Cameroun, Manu Dibango va insérer "*Hymne à l'amour*" d'Edith Piaf, nul doute que cet hymne est dédié à Coco.

Le titre "*Mouna Maria*" de cet album est aussi dédié à la belle coco. Celle que MANU appelait son "*ange gardien*".

Et le titre de cet album parle de lui-même : "*Lamastabastani*".

"*Lama Sabachthani*" est une expression hébraïque que l'on retrouve dans la Bible. Jesus la prononce lorsqu'il est sur la croix en train d'expier. Elle veut dire littéralement : "Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ?"

A l'occasion de ses 50 années de carrière, il affirmait : « *Je suis l'homme d'une seule femme* ».

Arol KETCH – 14.07.2025

Rat des archives



VOS DROITS

Peut-on encore conduire à 90 ans ?

La question de la conduite automobile chez les nonagénaires soulève des interrogations légitimes dans notre société vieillissante. Avec l'allongement de l'espérance de vie, de plus en plus de Français conservent leur permis et continuent de prendre le volant bien au-delà de 90 ans. Cette réalité confronte notre société à un dilemme complexe : comment préserver l'autonomie des aînés tout en garantissant la sécurité de tous sur les routes ? Entre droit à la mobilité et impératifs de sécurité routière, le sujet cristallise tensions et débats, tant dans les familles que dans les sphères politiques.

La conduite à 90 ans : un droit acquis en France

En France, il est tout à fait possible de conduire à 90 ans : le permis de conduire est valable à vie, sans contrôle médical obligatoire lié à l'âge.

Un permis à vie sans contrôle obligatoire

En France, contrairement à certaines idées reçues, aucune limite d'âge n'est fixée pour la conduite automobile. Le permis de conduire est délivré à vie, sans obligation de renouvellement périodique ni de contrôle médical systématique lié à l'âge. Cette situation place la France parmi les pays les plus libéraux d'Europe en matière de réglementation pour les conducteurs âgés.

Cette liberté accordée aux seniors s'accompagne d'une responsabilité individuelle importante. Chaque conducteur, quel que soit son âge, est censé évaluer lui-même son aptitude à conduire en toute sécurité. Le Code de la route stipule que tout conducteur doit être en état physique et mental de maîtriser son véhicule, sans préciser de limite d'âge.

Une exception européenne qui pourrait évoluer

La position française contraste fortement avec celle de nombreux pays européens. Le Portugal, l'Italie et l'Espagne, par exemple, imposent des contrôles médicaux réguliers aux conducteurs seniors. En Espagne, après 65 ans, le permis doit être renouvelé tous les 5 ans avec examen médical obligatoire. En Italie, les conducteurs de plus de 80 ans doivent renouveler leur permis tous les 2 ans après un contrôle médical.

Cette disparité pourrait bientôt s'estomper. Un projet européen de réforme envisage l'instauration d'un permis à durée limitée avec examens médicaux périodiques pour



tous les pays membres. Si cette directive venait à être adoptée, la France devrait adapter sa législation et mettre fin au permis à vie.

Seniors au volant : entre besoin d'autonomie et réalités physiologiques

Pour les seniors, conduire ne se résume pas à un simple déplacement : c'est souvent une condition essentielle de leur autonomie, malgré les limites que peut imposer l'âge.

La voiture, symbole d'indépendance pour les aînés

Pour de nombreux seniors, particulièrement dans les zones rurales ou mal desservies par les transports en commun, la voiture représente bien plus qu'un simple moyen de transport. Elle incarne l'autonomie et la liberté de mouvement. Les statistiques montrent que plus de 70% des personnes de plus de 80 ans possèdent encore un véhicule, et près de 60% l'utilisent régulièrement.

Au-delà de l'aspect pratique, la conduite automobile joue un rôle social et psychologique majeur chez les personnes âgées. Pouvoir se déplacer seul permet de maintenir des liens sociaux, d'accéder aux soins médicaux, de faire ses courses ou simplement de conserver un sentiment d'indépendance. Renoncer à conduire est souvent vécu comme une perte d'autonomie

significative, pouvant entraîner isolement et dépression.

Accidentologie : des chiffres qui nuancent les idées reçues

Contrairement aux préjugés courants, les statistiques d'accidentologie ne désignent pas les seniors comme les conducteurs les plus dangereux. Les conducteurs de plus de 75 ans sont impliqués dans moins d'accidents que les jeunes conducteurs en valeur absolue. Toutefois, rapporté au nombre de kilomètres parcourus, leur taux d'implication augmente significativement.

Un élément préoccupant concerne le taux de responsabilité dans les accidents. Après 75 ans, les conducteurs sont considérés comme responsables dans plus de 70% des accidents dans lesquels ils sont impliqués, contre environ 50% pour la moyenne des conducteurs. Ils sont responsables d'environ 81% des accidents mortels dans lesquels ils sont impliqués, mais causent globalement moins d'accidents mortels que les jeunes conducteurs. Par ailleurs, la gravité des accidents est souvent plus importante, non pas tant en raison de comportements à risque, mais plutôt de la fragilité physique accrue des personnes âgées.

Les défis physiologiques de la conduite à un âge avancé

Avec l'avancée en âge, certains

changements physiques et cognitifs peuvent rendre la conduite plus difficile voire risquée, même pour les conducteurs les plus expérimentés.

Le déclin progressif des capacités essentielles à la conduite

Avec l'âge, plusieurs fonctions physiologiques essentielles à une conduite sécuritaire connaissent un déclin naturel :

- **Vision** : réduction du champ visuel, sensibilité accrue à l'éblouissement, difficulté d'adaptation à l'obscurité

- **Audition** : diminution de la perception des sons, notamment des signaux d'alerte

- **Réflexes** : allongement du temps de réaction face aux imprévus

- **Motricité** : raideurs articulaires limitant l'amplitude des mouvements

- **Cognition** : baisse de l'attention divisée et de la capacité à traiter plusieurs informations simultanément

Ces changements physiologiques s'accompagnent souvent de pathologies chroniques nécessitant des traitements médicamenteux. Certains médicaments courants chez les seniors (anxiolytiques, antidépresseurs, antihypertenseurs) peuvent affecter la vigilance et les capacités de conduite, parfois à l'insu du conducteur lui-même.

Reconnaître les signes d'alerte

Plusieurs indicateurs concrets

peuvent signaler une diminution des aptitudes à la conduite :

- Difficulté à lire les panneaux de signalisation
- Besoin de ralentir excessivement dans certaines situations (nuit, pluie, carrefours complexes)
- Confusion face aux nouvelles configurations routières
- Hésitations marquées aux intersections
- Réception de remarques fréquentes des passagers sur la conduite
- Multiplication des accrochages mineurs ou des « *presque accidents* »

Le médecin traitant joue un rôle crucial dans l'évaluation des capacités à conduire. Il a d'ailleurs une obligation légale de signaler à la préfecture un patient qu'il juge inapte à la conduite, même sans son accord, au nom de la sécurité publique (article L.412-8 du Code de la route).

L'entourage familial constitue un observateur privilégié des changements dans les habitudes de conduite. Il est également possible de faire appel à des médecins agréés par la préfecture pour réaliser des bilans d'aptitude à la conduite, notamment en cas de pathologie, d'accident ou de doute médical.

Adapter sa conduite et envisager des alternatives

Lorsque certaines capacités commencent à décliner il est possible d'adapter sa conduite et d'envisager d'autres solutions pour continuer à se déplacer en toute sécurité.

Stratégies d'adaptation pour une conduite sécurisée

Pour les conducteurs seniors souhaitant maintenir leur autonomie tout en limitant les risques, plusieurs adaptations sont possibles :

- Ajustement des habitudes : éviter la conduite de nuit, par mauvais temps, aux heures de pointe ou sur les itinéraires complexes
- Limitation des distances : privilégier les trajets courts et familiers
- Équipements adaptés : rétroviseurs panoramiques, aide au stationnement, boîte automatique
- Technologies d'assistance : systèmes d'aide à la conduite, freinage d'urgence automatique, détection d'angle mort

Les innovations technologiques offrent des solutions prometteuses pour sécuriser la conduite des seniors. Les véhicules récents intègrent de plus en plus d'assistances à la conduite qui compensent certains déficits liés à l'âge : caméras de recul, alertes de franchissement de ligne, régulateurs de vitesse adaptatifs.

Se former et s'évaluer régulièrement



Plusieurs dispositifs permettent aux conducteurs seniors de mettre à jour leurs connaissances et d'évaluer leurs aptitudes :

- Stages de remise à niveau proposés par des associations ou assurances
- Bilans de conduite en auto-école (environ 50-80€, non remboursés)
- Ateliers de sensibilisation aux effets du vieillissement sur la conduite
- Formations aux nouvelles règles du Code de la route

Ces initiatives, bien que volontaires, permettent d'identifier les points d'amélioration et d'adapter sa conduite en conséquence. Certaines collectivités locales proposent des programmes spécifiquement conçus pour les seniors, parfois à tarifs préférentiels.

Quand envisager les alternatives à la voiture individuelle

Lorsque la conduite devient trop risquée ou anxiogène, diverses solutions de mobilité peuvent prendre le relais :

- Transports en commun : souvent à tarifs réduits pour les seniors
- Services de transport à la demande : proposés par de nombreuses municipalités, le département ou encore par la région
- Covoiturage familial ou de voisinage : organisation de trajets mutualisés
- Taxis et VTC : certaines mutuelles proposent des forfaits déplacements médicaux
- Solutions numériques : applications de mise en relation pour trajets occasionnels

Le renoncement à la conduite peut être progressif, en commençant par les situations les plus com-

plexes (conduite urbaine, longues distances) tout en conservant une autonomie pour les trajets simples et habituels.

Le débat sur la réforme : vers un encadrement plus strict de la conduite des seniors en France ?

Faut-il encadrer davantage la conduite des seniors en France ? La question divise et soulève des enjeux de sécurité, de liberté et de dignité.

Les projets législatifs en cours

Plusieurs projets de loi ont été déposés ces dernières années pour encadrer la conduite des seniors en France. Les principales propositions incluent :

- L'instauration d'examens médicaux obligatoires à partir d'un certain âge (75 ou 80 ans selon les projets)
- La mise en place d'un permis à points renouvelable périodiquement
- Des sessions de rappel du Code de la route tous les 10 ans
- Des tests d'aptitude simplifiés lors du renouvellement des pièces d'identité

Au niveau européen, une directive visant à harmoniser les pratiques pourrait contraindre la France à adopter un système de contrôle médical périodique. Selon les dernières informations, cette réforme pourrait entrer en vigueur d'ici 2027, avec une période transitoire pour permettre l'adaptation des infrastructures médicales.

Un sujet qui divise l'opinion

Les sondages récents montrent une opinion publique partagée sur la question. Si 65% des Français se déclarent favorables à des contrôles médicaux obligatoires pour les conducteurs âgés, cette proportion

tombe à 40% chez les plus de 65 ans. Les arguments des partisans d'une réforme s'articulent autour de la sécurité collective, tandis que les opposants mettent en avant le risque d'isolement social et la discrimination liée à l'âge.

Les professionnels de santé sont divisés. Certains médecins soulignent l'importance d'une évaluation individualisée plutôt qu'un seuil d'âge arbitraire, rappelant que les capacités varient considérablement d'un individu à l'autre. D'autres pointent la difficulté d'être à la fois le médecin traitant et l'évaluateur qui pourrait retirer une liberté fondamentale à son patient.

La place de la famille dans cette décision reste délicate. Comment aborder ce sujet sensible avec un parent ou grand-parent sans heurter sa dignité ? Des psychologues recommandent d'entamer le dialogue bien avant que la situation devienne critique, en présentant les alternatives comme des compléments plutôt que des substituts à la conduite.

La conduite automobile à 90 ans demeure possible en France, mais implique une responsabilité accrue tant pour le conducteur que pour son entourage. Entre préservation de l'autonomie et impératifs de sécurité, l'équilibre reste fragile. L'évolution probable de la législation vers un encadrement plus strict invite chacun à anticiper et préparer sereinement cette transition. La question n'est peut-être pas tant de savoir si l'on peut encore conduire à 90 ans, mais plutôt comment préparer progressivement la fin de sa vie au volant, dans le respect de sa dignité et de la sécurité collective.

Source : cap retraite



Le GOUT
PIMENTÉ
de ÇA !

